

**Contribution présentée par :**

**Michel DEBOUT**

**Et**

**André CHAPAVERT**

**Philippe BASSINET**

**Jean-Pierre BECQUET**

**Michèle FAUCHET**

**Frédéric FILLON**

**Mireille LEMAITRE**

**Amid MEROUAN**

**Marie-Françoise POYET**

**André ROURE**

**René TEULADE**

# **DU CONTRAT SOCIAL AU CONTRAT SOCIÉTAL**

## **« REpondre aux attentes des Français »**

### **Où en sommes-nous ?**

Les FRANÇAIS refusent et attendent un projet ; ils ont une vraie disponibilité.

Certes, dans leur vote récent, ils ont pu exprimer des attentes contradictoires, réagir à partir de sentiments complexes tout à la fois la peur ou en tout cas l'inquiétude de l'avenir mais aussi la colère et même la désespérance. Nous aurions tort –pour ce qui est de l'électorat populaire- de ne retenir qu'une expression négative voir frileuse car c'est bien la société qui casse et qui jette dont ne veulent plus beaucoup de nos compatriotes.

Société qui casse les salaires, le droit du travail, les retraites, les acquis sociaux... et qui jette les salariés réduits par les licenciements, les délocalisations à l'état de « kleenex ».

Les délocalisations, qui ne sont pas évidemment la cause exclusive du chômage, sont devenues le symbole d'une société qui place les profits des actionnaires au dessus du travail des hommes et qui consacre l'impuissance du politique à s'opposer à l' « horreur » du tout économique.

Ainsi en 2002, l'échec de Lionel Jospin s'est notamment expliqué (outre l'image du vieillard roué de coups qui a renforcé le vote sécuritaire) par la figure emblématique des salariés de DANONE attendant une réponse du Premier Ministre, alors que son gouvernement avait créé en cinq ans plus d'un million d'emplois ! En 2005, ces mêmes électeurs de gauche ont rejeté la figure du « plombier polonais » (expression de Mr. BOLKESTEIN) parce qu'il symbolisait la mise au chômage d'un salarié pour le remplacer par un autre plus mal payé, avec une protection sociale et un droit du travail à minima.

Les Français, la gauche ne veulent plus de ce système cynique qui broie les individus, ils attendent de notre projet une vision mais aussi un contenu fait de propositions inscrites dans leur quotidien pour leur permettre de construire leur avenir.

L'enjeu de la période est bien de savoir qui de la « gauche pour l'alternance » ou du « libéral démagogisme » saura leur apporter la réponse : le libéral démagogisme c'est-à-dire un libéralisme très dur sur le plan social et pseudo sécuritaire sur le plan sociétal ; la gauche pour l'alternance rassemble autour d'un projet alternatif toutes les forces de progrès.

C'est bien à ce CONGRÈS qu'il revient aux socialistes de préciser le contenu de leur projet et de mettre en œuvre la stratégie pour le transformer en offre politique à vocation majoritaire en 2007.

L'élection présidentielle, qui depuis l'instauration du quinquennat et l'inversion du calendrier électoral est la clé de voûte des choix politiques dans notre pays, débute cette séquence électorale. Pour gagner cette élection, le candidat doit rassembler le plus largement possible l'électorat de son camp au premier tour, et au-delà de son camp au second.

Ce fut le cas en 1974 pour Valérie Giscard d'Estaing par sa formule « vous n'avez pas le monopole du cœur » s'appropriant ainsi une partie des valeurs de la gauche ; puis, sept ans plus tard, François Mitterrand à son tour par son cinglant « vous n'êtes pas mon professeur » affirmait la compétence de son camp. La Droite peut être généreuse et la Gauche vertueuse ! Ce n'est pas à ce niveau de posture et d'intention que se joue le clivage entre la gauche et la droite. Ce clivage répond aux intérêts contradictoires entre le capital et le travail, fondement explicatif majeur de l'état de la société française et mondiale.

C'est à travers le rapport de force entre travail/capital que peut, soit se construire une politique de progrès, soit se mettre en œuvre une politique de régressions sociales aggravant les inégalités.

La gauche a, comme point d'appui, pour mener à bien sa politique le rassemblement des forces du travail de ceux qui l'ont quitté, de ceux qui en sont exclus, c'est en s'appuyant sur ces forces qu'elle peut proposer un contrat politique, économique et social répondant à l'attente du peuple. A l'évidence, ce contrat doit s'inscrire dans la réalité européenne et mondiale.

Le contrat social reste la pierre angulaire de notre orientation politique ; il doit s'élargir au « mieux vivre ensemble » dans notre république et à la place de chaque individu dans la société tout entière. Le contrat social doit ainsi s'ouvrir à un contrat sociétal.

Les socialistes ont toujours eu une difficulté particulière à prendre en compte les individus, leurs besoins et leurs attentes comme si cette démarche remettait en cause l'intérêt général que la gauche est supposée incarner et défendre. Cette posture risque de nous mener à l'impasse. Ne rejetons pas l'individu au prétexte de la dérive individualiste pas plus qu'il nous viendrait à l'esprit de rejeter le peuple au prétexte d'une possible dérive populiste !

Le totalitarisme a mis à genou les individus et le libéralisme ignore l'intérêt collectif. C'est bien à nous de proposer une synthèse qui fasse de chacun un citoyen acteur de sa vie et acteur dans la société.

Pour notre projet, nous devons partir des besoins qu'expriment nos compatriotes en termes d'identité, d'autorité, de lien social.....

Chaque citoyen a besoin à la fois de reconnaissance et d'appartenance. Aujourd'hui, le besoin de reconnaissance est exacerbé et celui d'appartenance dévoyé !

La figure emblématique de ce besoin nombriliste de reconnaissance se trouvait dans l'émission télévisée « c'est mon choix » : plus rien ne relie l'individu avec le groupe social, il devient le centre unique de sa propre existence.

Dans la même veine, le « qualificatif » de victime proposé à toute personne en situation difficile débouche sur une véritable victimisation de la société.

Ce besoin outrancier de reconnaissance aboutit même à de « fausses reconnaissances » comme la « victime » affabulatrice du RER qui mobilisa autour de sa dérive narcissique toutes les autorités de l'Etat et les médias, sans distance aucune avec sa narration des faits pour le moins surprenante.

Dès lors que le ciment républicain ne joue plus pleinement sa fonction de lien de chaque individu à la collectivité nationale, que se délite le sentiment d'appartenance à la classe sociale, à l'entreprise, à l'école...se mettent en place des substituts coercitifs et menaçants comme les bandes, les sectes et le communautarisme. L'idéal républicain qui fait de chaque individu un citoyen responsable, égal aux autres en droit et devoir, est mis en cause par la superposition problématique d'entités autonomes, souvent opposées qui annoncent la société du « rejet ».

Ce contrat sociétal doit permettre à chaque citoyen de s'inscrire dans une nouvelle alliance entre reconnaissance et appartenance tenant compte des modes de vie d'aujourd'hui dans une perspective de respect, d'égalité et de justice.

La société que nous voulons construire reconnaît chacun comme acteur de sa vie et participant pleinement, quelque soit son âge ou son handicap, à l'œuvre collective ; une société en mouvement, ouverte au monde qui vient.

## **I) LE CONTRAT SOCIÉTAL**

Partir des attentes individuelles et proposer des réponses collectives telle est notre ambition. Dans sociétal il y a social : l'un ne peut se substituer à l'autre. La question des inégalités, de l'emploi, du logement, des retraites ne peut s'effacer devant celles des institutions, de la vie citoyenne, de la défense des minorités.... On sait, par exemple, que la carte des cancers, au niveau de l'hexagone se superpose à celle de la pauvreté et de la précarité. On ne prendra en compte la globalité des problèmes posés à nos concitoyens que si nos réponses s'attaquent véritablement à leurs racines sociales.

L'individu se construit en permanence à partir de son identité et inscrit sa vie dans le temps, le lien civique et social, son pays et le monde. Pour chacune de ces étapes nous devons proposer un choix politique.

### **A) La construction individuelle**

1°) **Le socle de l'identité (les 4 « S »)** : Le Sol, le Sang, le Sexe, la Spiritualité ;

#### ***Le sol***

C'est par son lieu de naissance que l'on devient Français. C'est dire l'importance identitaire du sol et du lieu de vie, c'est dire la place première

qu'occupent le logement, la cité et le territoire dans ce qui constitue chaque citoyen.

Au début de la civilisation, les noms propres étaient souvent rattachés à la place de chacun dans l'espace du village. On en trouve encore la marque aujourd'hui lorsqu'on désigne les jeunes à travers le nom de leur quartier, voire de leur département d'origine : il faut transformer cette stigmatisation en fierté.

### Tout commence par le logement :

Il est inacceptable qu'il y ait encore dans notre pays des mal logés et pire des sans-logements. Parce qu'il matérialise le premier lien familial et social, parce qu'il manifeste de façon concrète et souvent scandaleuse l'inégalité sociale, le logement – qui est aussi créateur d'emplois- doit être la première priorité d'une prochaine mandature de gauche.

### L'Espace urbain

On ne peut penser le logement sans penser la cité : ne pas opposer le centre et la périphérie, privilégier l'un au détriment de l'autre, c'est l'ensemble qui constitue la cité, il faut donc partout la mixité sociale.

Pour la réaliser vraiment y compris au centre ville, il faut l'imposer horizontalement mais aussi verticalement : lorsqu'on est propriétaire du sol, on ne l'est pas de tout le ciel qui au dessus. Nous avons fixé le seuil de 20 % d'habitat social dans tous les espaces, cela devrait se traduire par le fait que dans

chaque immeuble de cinq étages au moins, on en consacre un, au logement ou à une activité sociale. On permettra ainsi à une partie de la population, aujourd'hui chassée du centre ville, par la spéculation foncière autant inacceptable qu'injustifiée qui se traduit notamment par la vente des immeubles à la découpe, à se réapproprier l'ensemble de l'espace urbain qui retrouvera, ainsi, une présence humaine véritable et un nouvel équilibre économique.

### Territoire, immigration et sans papier.

Le scandale des scandales est que vivent sur notre sol des sans-papiers. Etre sans papiers c'est ne pas appartenir pleinement à la communauté des hommes c'est être relégué dans la catégorie de «non citoyens » ou même de «sous individus ». C'est pourquoi, nous devons combattre avec détermination tous les réseaux mafieux qui permettent à des milliers d'hommes et de femmes de venir clandestinement mais surtout, de vivre dans la clandestinité. Il faut sanctionner avec une extrême rigueur tous ceux qui profitent de ces vies cachées : fabriquer de la fausse monnaie est considéré comme un crime alors que fabriquer des « non-citoyen » n'est qu'un délit ! Cela en dit long sur l'importance que la société accorde aux hommes et à l'argent...Tous ceux qui se trouvent sur le territoire national depuis une période significative doivent obtenir automatiquement un visa, un statut.

L'immigration doit être régulée au niveau national et européen, nous devons avoir le courage de le dire clairement. Nous savons bien que c'est la misère, le

sous-développement, l'état actuel de notre monde inégal parce que libéral qui provoque ce flux migratoire.

Une politique régulée de l'immigration ne peut se satisfaire de quota d'étrangers qui serait accepté parce que venant pallier nos propres insuffisances en termes de main d'œuvre pour des métiers souvent disqualifiés. Elle doit s'inscrire dans une politique de coopération de co-développement avec les pays d'origine sous l'impulsion d'un grand ministère « de la Coopération, du Développement, de l'immigration et de l'émigration ».

Cette politique nouvelle ne doit plus envisager l'immigration comme une simple question de police et de douane mais l'intégrer comme un des problèmes clés de la mondialisation ; elle doit prendre en compte l'ensemble des réalités humaines, économiques et sociales pour répondre aux défis provoqués par les inégalités majeures et menaçantes que connaît la planète aujourd'hui

### *Le sang*

Il n'y a pas de vie sans filiation ; c'est elle qui nous relie à l'histoire et commence à donner un sens à nos vies. C'est tellement vrai que l'on a voulu instaurer pour chacun le droit à connaître ses origines. Mais, se met en place à cette occasion une vision d'abord biologique de la parentalité alors que nous savons bien que celle-ci se construit principalement dans le champ affectif, relationnel et éducatif. Ceci doit nous amener à nous prononcer après un débat serein et éclairé sur la possibilité et les conditions de l'homo parentalité.

L'évolution prodigieuse de la génétique, de la maîtrise biologique, de la reproduction, fait qu'aujourd'hui le clonage reproductif humain et l'exogènèse sort de la science-fiction pour entrer de pleins pieds dans la science du futur.

L'avenir de l'humain est en jeu ; il ne doit pas être confisqué par une caste de savants, voire d'apprentis sorciers, mais être l'occasion d'un véritable DEBAT CITOYEN engageant au-delà de notre pays tous les habitants de ce monde. L'OMS pourrait être à l'initiative d'un tel débat.

### *Le sexe*

La parité est au cœur de notre projet. Chaque individu naît homme ou femme. Le sexe est donc avec le lieu de naissance et le lien parental le fondement de l'identité de chaque personne. Parce il y va de cette identité elle-même, être femme ou homme doit se traduire par une parfaite égalité sur le plan civique, celui du travail et de la reconnaissance sociale. Aujourd'hui, les femmes subissent toujours relégation et humiliation dans beaucoup trop de pays et par certains aspects encore dans le nôtre ; nier l'égalité femmes/hommes revient à nier l'une des réalités fondatrices de l'humain. Nous devons réfuter avec la plus grande force tout discours, toute croyance, tout idéologie, qui place les femmes dans une situation subalterne comme une atteinte intolérable à ce qui constitue notre humanité .L'instauration par le gouvernement de Lionel Jospin de la parité a constitué, en France, une étape décisive dans l'affirmation des droits des femmes égales aux hommes. Aujourd'hui, la question de l'égalité se pose en

terme concret et notamment au travail, nous devons poursuivre dans la revendication de cette parité dans tous les espaces de la vie personnelle, civique et politique et manifester notre vigilance active pour que ce principe fondateur soit partout mis en œuvre.

Les homosexuels doivent vivre avec les mêmes droits et devoirs que les hétérosexuels.

Parce qu'ils ont été, pendant des siècles, l'objet de persécution et parce qu'ils sont toujours confrontés à la discrimination, les homosexuels ont dû revendiquer publiquement leur choix et leur orientation sexuelle pour que leur soient reconnus les mêmes droits que ceux accordés aux hétérosexuels notamment celui de vivre en couple que les hétérosexuels. Le PACS a répondu, en partie, à leur attente et reste aujourd'hui posée la question de leur mariage. Mais le problème de l'homosexualité sera véritablement réglé lorsque les homosexuels n'auront plus à se revendiquer comme tel et pourront vivre aussi naturellement leur choix. Si le sexe et l'orientation sexuelle ont une place essentielle dans la constitution de tout individu, ils ne sauraient résumer à eux seules, la personne elle-même. Dès lors qu'elle est respectueuse du consentement des partenaires, la sexualité doit rester dans le domaine privé, voire intime. La société se doit d'assurer la protection de cette intimité comme le talissement de la liberté individuelle. Si, la sphère publique a besoin de transparence, la sphère intime doit préserver ce qu'il y a d'inatteignable par

l'autre dans chaque personne, et la violation de ce principe conduirait à la négation même de l'individualité des personnes et pourrait constitué un véritable retour à l'ordre moral.

### *La spiritualité*

La société et les politiques ne peuvent ignorer ce besoin irrépressible de chaque individu de situer son existence dans une dimension non seulement matérielle relationnelle et sociale mais aussi spirituelle, comme l'avait exprimé avec force François Mitterrand lorsqu'il avait interpellé les Français par son fameux « je crois aux forces de l'esprit ».

La dimension spirituelle de l'homme dépasse la question religieuse pour rejoindre l'universel.

La laïcité est au cœur de cette problématique : loin de renier cette dimension humaine essentielle, elle constitue le seul cadre public et social qui lui permet de s'exercer pleinement et librement. Contre la montée des sectes et des intégrismes, la laïcité permet à chacun son plein épanouissement. Chacun doit pouvoir pratiquer la religion de son choix dans des lieux de culte digne, mais l'Etat, les services publics doivent refuser tous les signes ostentatoires d'appartenance à une religion quelque qu'elle soit.

L'accès de tous à la culture constitue une exigence de notre projet.

La politique culturelle, l'élévation des esprits à travers l'art sous toutes ses formes ne constitue pas le supplément d'âme d'une société régulée mais le socle

même d'une vision du monde où l'esprit humain et sa créativité est au cœur de nos préoccupations.

## **2°) La construction permanente de soi**

Notre vision progressiste de l'homme et de la société pose le principe que l'individu n'est pas enfermé dans son héritage ou son histoire passée mais qu'il se construit en permanence. Chacun, ainsi, doit pouvoir s'inscrire dans une trajectoire de vie où à chaque moment, par l'éveil, l'éducation et la formation, la culture, il peut orienter son existence quelques aient été les aléas, les difficultés, les échecs du départ. C'est pourquoi chaque condamné, une fois sa peine accomplie, doit avoir le droit à la réinsertion.

Depuis de nombreuses années, l'école reproduit les inégalités créées essentiellement par la société qui instaure des barrières discriminatoires à travers les diplômes permettant d'entrer dans la vie active ou en orientant les jeunes des milieux défavorisés dans des filières professionnelles pour apprendre un métier touché largement par le chômage.

Le service public de l'éducation constitue ainsi la première mission de l'Etat. C'est pourquoi, la politique éducative doit être redessinée à travers des mesures fortes comme le renforcement de l'encadrement scolaire et péri-scolaire, la création d'emplois d'enseignants. Il faut revaloriser l'enseignement

professionnel et relier son évolution aux besoins industriels du pays. À ce niveau, il apparaît utile d'intégrer ce nouveau concept dans la politique d'aménagement du territoire dont l'animation doit rester de la responsabilité de l'Etat.

La construction permanente de soi passe également par la formation continue qui jalonne toutes les périodes de vie y compris aux cours de la vie professionnelle.

La politique de recherche fondamentale, appliquée, humaine et sociale est le complément indispensable et indissociable du projet éducatif, elle est nécessaire au progrès de la société et à la lutte contre les inégalités...

## **B) Le Parcours de Vie**

### **1°) Le Temps : l'évolution démographique : problème majeur**

La persistance de l'organisation ternaire du parcours de vie de la société industrielle où les enfants et les adolescents sont préparés au marché du travail et les personnes vieillissantes en sont brutalement exclues a de lourdes conséquences sur la seconde partie de la vie.

Il est nécessaire de mieux répartir tout le long de la vie temps et activités de formation, de travail professionnel, de loisirs et d'engagement social pour donner du sens non seulement au travail mais aussi à d'autres activités. On

pourra ainsi redonner de la valeur à tous les âges de la vie et contribuer à défaire les images déficitaires de la vieillesse Il s'agit donc de réfléchir à une véritable refondation de la retraite en l'inscrivant dans le parcours de vie et les relations entre générations

#### **a) Bâtir une société d'espérance pour la jeunesse**

Les jeunes sont dans l'attente ; ils se sentent relégués de la société ; ils se heurtent aux difficultés –l'emploi, les diplômes, les logements, le salaire-, dans les quartiers et les campagnes ils se sentent isolés..... Il faut leur permettre de participer à un contrat civique et pour cela l'Etat doit être en mesure de les aider à s'intégrer dans la vie sociale, économique et professionnelle mais aussi par les aides financières et effectuer des échanges internationaux.

#### **b) Bâtir une société accueillante aux adultes**

C'est une société qui leur permette de vivre dans des conditions décentes, de construire un lien familial et un avenir. L'emploi est au centre de cette démarche. Une société accueillante doit proscrire toutes les discriminations quelque soit leur origine et elle doit faire une place égale à toute personne quelque soit son handicap. L'insertion des handicapés dans la vie commune, notamment professionnelle, suppose un engagement exigeant pour préserver leur autonomie et compenser leur déficience. Cela doit être rendu possible par l'aménagement adapté de l'espace urbain et des postes de travail mais aussi par le développement de la recherche technologique et de biologie appliquée permettant de compenser toujours plus la déficience liée aux handicaps.

### **c) Bâtir une société reconnaissant la personne dite âgées comme économique et social à part entière**

Il faut redonner défaire les images déficitaires de la vieillesse. Il s'agit de réfléchir à une véritable refondation de la période de retraite en l'inscrivant dans le parcours de vie et dans les relations entre générations c'est-à-dire d'intégrer dans notre conception économique l'activité des « seniors » mais aussi d'intégrer dans notre conception social leur apport individuel et collectif.

## **2°)Le Lien**

### **2-a) Lien citoyen**

La République se construit par le citoyen et l'exercice de la démocratie représentative et participative.

#### **a) Démocratie représentative : Quel contenue à la VIe République ?**

Par la réduction à 5 ans du mandat présidentiel et l'inversion du calendrier Présidentiel/législatif, nous avons réalisé un pas majeur vers la présidentialisation de la Vè république mais sans aller jusqu'au bout d'une logique Présidentielle d'où la nécessité d'une clarification pour aller vers une Constitution véritablement compréhensible par nos concitoyens. Nous avons le choix entre un retour vers une parlementarisation du régime ou vers une présidentialisation assumée mais qui renforcerait en même temps les pouvoirs et le contrôle du Parlement, et des citoyens.

Il faut instaurer une nouvelle proximité entre l' élu et le citoyen : par la réduction en nombre et en temps des mandats électoraux exercés par chaque élu, par un nouvel équilibre entre représentation politique et représentation territoriale, par une refondation du Sénat.

Cette nouvelle constitution, soumise à référendum, après l'élection présidentielle, devra être précisée dans sa lettre et son contenu à l'occasion d'une convention nationale thématique organisée juste après notre congrès.

b) Démocratie participative : de l'éruptif au permanent, du mouvement social vers la société en mouvement.

La société progresse et se transforme, pas seulement à travers les choix politiques et l'arsenal législatif. La société est traversée par des forces antagonistes dans le champ social (syndical et patronal) et parfois contradictoire dans le champ sociétal. C'est le rapport entre ces forces qui font bouger les lignes et permet ainsi de dessiner la réalité du pays. A certaines occasions, ces forces se manifestent avec une ardeur et une conviction majeures qui leur donnent alors un caractère éruptif cher à notre « nostalgie révolutionnaire » ; C'est la force du mouvement social mais qui exprime parfois plus un refus qu'une adhésion. A côté de ce mouvement social auquel les socialistes doivent prendre toute leur part, la société française est en permanence en mouvement par l'implication quotidienne et souvent discrète de millions de citoyens qui, dans les syndicats et les associations, modèlent aussi le visage de notre pays. C'est cette société civile mobilisée que nous devons considérer comme partenaire à

part entière pour construire notre projet de transformation sociale. La reconnaissance des associations, la définition de statuts plus adaptés à la réalité d'aujourd'hui en est un élément clé.

Dans la réforme de la constitution que nous proposerons à nos concitoyens, le Conseil Economique et social –en tant que lieu d'expression majeure de la société civile organisée- devrait voir ses prérogatives largement amplifiées lui permettant de participer à l'œuvre législative de façon institutionnellement reconnue en le dotant des moyens nécessaires à sa mission. Il sera l'un des interlocuteurs privilégiés du gouvernement et des pouvoirs publics pour ce qui concerne la vie économique, sociale et culturelle de notre nation.

#### c) Le refus de la violence

Parce qu'elle consiste à atteindre l'autre (ou les autres) dans sa vie ou sa santé, son intégrité physique, psychique et moral, toute forme de violence doit être refusée et sanctionnée.

Notre parti s'est montré exemplaire pour refuser les violences envers les femmes, envers les salariés (loi sur l'harcèlement moral au travail), refuser les violences racistes et homophobes mais aussi les violences internationales notamment lorsqu'elles prennent la dimension de Génocides.

Notre parti est resté hésitant sur la condamnation des violences civiques - agressions, dégradations, incivilités, rackets- dont sont souvent victimes les plus démunies de la société (personnes âgées, vulnérables) et remet en cause le principe même de l'autorité qui s'exprime à travers la police, l'école, les

services sociaux. Cette violence individuelle qui parfois s'exprime à travers des bandes organisées prend la forme, au-delà d'actes directement délictueux ou criminels d'un véritable harcèlement civique que nous devrions savoir sanctionner à la mesure des méfaits qu'il provoque dans la vie quotidienne de nombreux de nos concitoyens. Une telle posture pénale n'est en rien contradictoire avec notre volonté constante de mise en œuvre d'une politique de prévention qui agit à la source même de ce qui provoque le comportement violent - le sentiment d'exclusion, de relégation sociale et parfois même d'humiliation - qui pour autant ne serait le justifier. C'est bien parce que nous refusons la violence que nous avons le devoir civique et social de la prévenir, d'agir sur ses causes, et d'en réparer les effets, à travers la prise en compte humaine, matérielle et sociale des victimes.

#### d) L'autorité

Rétablir l'autorité, celle de l'état et des instances publiques mais aussi celle des parents, des éducateurs, des soignants n'est pas une vision autoritaire de la société mais l'inscription nécessaire de chacun, notamment lorsqu'il est jeune, dans une régulation familiale et sociale : c'est la condition même du vivre ensemble dans notre République. Il doit s'apprendre comme on apprend le métier, la culture. L'autorité n'est pas une valeur de droite mais la condition même de toute régulation qui, évitant la violence, permet à chaque personne, à chaque groupe, à chaque nation de vivre dans et par le respect des autres.

#### e) Communication, médias

La place prise aujourd'hui par les médias et les nouvelles techniques de la communication nous oblige à considérer qu'il s'agit de l'une des questions sociétales décisives notamment pour la relation des citoyens entre eux et leurs relations à la société et au Monde qui les entoure.

## **2°) Lien social**

### **a) Travail**

Parce que depuis 30 ans, le chômage est la préoccupation première des Français ; parce qu'il fait le lit de la précarité et de la remise en cause des droits des salariés quand la droite est au pouvoir ; nous avons trop longtemps considéré que notre politique en matière de travail se résumait à la lutte pour l'emploi même si celle-ci doit rester la priorité. Si plus de 10 % de Français sont sans travail, les autres heureusement en ont un et notre volonté de lutter contre le chômage ne nous n'exonère pas de penser le travail, ses nouvelles conditions, ses enjeux humains, économiques et sociaux, de même que de penser l'entreprise comme lieu privilégié de la confrontation capital/travail qui, par l'internationalisation, l'externalisation et les délocalisations, prend une réalité nouvelle.

### **1°) Penser le travail**

Parce qu'il fait de chaque travailleur un producteur et un consommateur, le travail constitue l'inscription première de chaque citoyen dans la société organisée. Le travail a donc une place centrale dans la vie humaine quelque soit

sa forme –salariat, artisanat, profession libérale, chef d’entreprise....- il permet l’affirmation de soi, de ses compétences, la reconnaissance de ses collègues, de sa hiérarchie. Longtemps il a été confondu avec le métier qui supposait - formation, règles, valeurs spécifiques - en lui donnant une véritable noblesse.

Nous devons nous inscrire dans une approche progressiste du travail et de ce qui constitue le contrat de travail. N’ayons pas peur d’affirmer que le travail suppose efforts (physiques et mentaux) et acceptation de contraintes (de compétences, de présences, d’environnement....) et que c’est au nom même de ces efforts et de ces contraintes que le salarié a le droit à des revenus conséquents, à la préservation de sa santé, au respect de sa dignité et à la sécurisation de son avenir :

- Le Revenu salarial, ce qu’il représente comme pouvoir d’achats, est la première contrepartie de ce qui est dû au salarié du fait de son implication dans la vie de l’entreprise. Pour la gauche, la politique des salaires ne peut pas être considérée comme un appendice marginale et hasardeux de sa politique sociale et de sa lutte contre les inégalités, elle doit être au cœur de son projet.

- Droit à la santé et revenu social

La santé au travail ne constitue pas la cerise sur le gâteau du contrat de Travail c’est l’autre contrepartie due aux salariés. Les travailleurs ne s’y sont pas trompés ; dès le capitalisme industriel naissant la question de la santé était au centre de leurs revendications. Aujourd’hui, par l’organisation du travail, des mesures de prévention, le salarié a le droit à la préservation de sa santé. Le

terme santé doit être ici entendu dans la définition qu'en fait l'OMS : un état de bien être, physique, psychique et social. Si depuis un siècle la pénibilité physique au travail a eu tendance à diminuer du fait de la mécanisation des tâches, c'est la pénibilité psychique qui s'est développée se compliquant souvent -de TSM, d'état anxieux voire dépressif- ... voire de conduite suicidaire. Il ne s'agit pas ici de faire une description apocalyptique des conditions de travail qui en grande majorité reste positives et constructives pour les salariés mais de considérer la souffrance psychique comme un véritable risque professionnel qui doit être prévenu comme les autres risques et pris en compte dans ses effets. La gestion de ce risque et (des autres), c'est le rôle des CHSCT que nous proposons de transformer en COMMISSION DE SANTE, DE SECURITE et des CONDITIONS de TRAVAIL pour signifier fortement que la responsabilité de cette instance englobe les dimensions matérielles, organisationnelles, managériales qui ont des effets sur la santé des salariés (compris les cadres et les personnels de direction qui sont eux aussi concernés par ces questions).

Il est habituel de qualifier de « charges sociales » les prélèvements sociaux obligatoires alors qu'ils servent d'abord à financer les retraites et pour partie l'assurance maladie. En parlant de charges, on induit forcément l'idée qu'elle pèse trop lourd pour l'entreprise et qu'en cette période de chômage ...elles représentent un frein pour la création d'emploi. Si nous devons envisager une nouvelle assiette de prélèvement (notamment en ce qui concerne la part patronal qui pourrait être plus favorable à l'embauche) nous devons réfuter par principe

l'idée que réside là la réponse aux problèmes du chômage. Comme les revenus salariaux, les charges sociales sont des revenus sociaux dus aux salariés.

La sécurisation de la vie professionnelle

Les plans sociaux se multiplient, la précarité est devenue un mode de gestion privilégié des ressources humaines, la sécurité de l'emploi est devenue la préoccupation première de tout le salariat. Perdre son emploi, ce n'est pas seulement perdre des revenus mais c'est aussi perdre son inscription sociale et surtout ouvrir une période d'incertitude pour l'avenir qui va retentir sur la famille du salarié elle-même. La formation et le reclassement professionnel doit devenir l'axe prioritaire de toute la période de chômage qui suit le licenciement, de façon à ce qu'elle ne débouche pas sur la précarisation et la désespérance.

Il faut cependant prendre en compte les dégâts humains et personnels que représentent les plans sociaux qui jettent dans le même temps et le même lieu des centaines, voire des milliers de salariés hors de l'entreprise constituant ainsi un véritable cataclysme social. Il faut donc prévoir un dispositif d'accompagnement du salarié sur le plan humain et psychologique comme on le met en place à l'occasion d'une catastrophe naturelle ou accidentelle.

Cette politique de sécurisation de l'avenir et des parcours professionnels ne serait qu'une idée généreuse de plus, si elle ne s'inscrit pas dans une dynamique de formation permanente des salariés et de validations des acquis et de l'expérience : on sait que dans certaines branches industrielles (le textile

notamment) des ouvrières ont pu passer plus de 30 ans années dans l'entreprise sans jamais bénéficier d'une seule heure de formation continue !

La Droite tourne à 180 degrés le dos à cette politique, précarise alors qu'il faut sécuriser met en cause le droit du travail là où il faut le renforcer : il s'agit bien de deux visions politiques opposées qui suppose dès maintenant notre mobilisation aux côtés des syndicats et des salariés contre cette politique de casse du travail et des hommes.

## 2°) Penser l'entreprise

Le développement phénoménal des nouvelles technologies, la pratique de l'externalisation pour des fonctions de plus en plus nombreuses, modifient considérablement la réalité même des entreprises industrielles, commerciales et de services. La pratique systématique de la délocalisation - présentées comme la réponse indépassable à la loi de la concurrence dans l'économie mondialisée alors qu'elle a comme objet premier le taux maximum de profits pour les actionnaires - est la figure la plus visible et la plus désespérante de la mondialisation libérale telle qu'elle s'organise aujourd'hui. Il faut rééquilibrer fortement le rapport capital/travail pour l'organisation et la gestion des entreprises. La co-gestion n'est pas certes à l'ordre du jour mais pour autant l'affirmation d'un pouvoir accrue des représentants des salariés dans la prise des décisions, des orientations stratégiques est indispensable : les PDG n'ont de compte (financier) à rendre qu'aux actionnaires -qui les remercient quand ils le

veulent avec des chèques au montant exorbitant - alors que l'entreprise ne peut vivre et produire sans le travail du salarié.

3°) Penser l'emploi.

Il n'y a de lutte contre le chômage qui tienne sans une croissance forte et un retour à la confiance. Elle doit s'appuyer sur les négociations salariales et l'augmentation du pouvoir d'achat notamment des bas salaires. Dans cette orientation économique générale, trois outils doivent être activés et mis au service de la société du plein emploi : les services publics ; les politiques industrielles ; les emplois d'utilités sociales

#### Les services publics

Les dernières opérations de décentralisation voulues par le Droite ont complètement désorganisé les services publics et surtout ont dénaturé le rôle des services publics et des relations avec les usagers.

Une redéfinition apparaît d'une grande utilité, mais il est nécessaire surtout de prévoir un nouvel équilibre entre le rôle de l'Etat et des collectivités locales, et d'affirmer haut et fort le maintien des services publics dans les secteurs les plus reculés du territoire. La rupture de la conception de service public est forte et la Gauche se doit d'apporter des garanties aux usages.

#### Les politiques industrielles

Dans les PME trois problèmes s'entrechoquent : départs à la retraite des dirigeants, fort taux de chômage des plus de 45 ans, conditions de travail

dégradés. La reprise de ces PME s'avère très difficile alors que ces entreprises sont la clé d'une reprise de la croissance et la création d'emplois.

L'Etat doit s'investir plus dans le maintien des PME sur le territoire par la simplification des procédures et des formalités permettant leur reprise mais aussi en mettant en place des aides spécifiques financières pour le maintien ou la reprise de ces entreprises. Ce plan est nécessaire au maintien du tissu industriel et participe à la lutte contre les délocalisations.

Les petits commerçants et artisans voient leur revenu baisser de manière importante.

Nombre de ceux-ci, lors de leur départ à la retraite, ne trouvent pas de repreneur.

Les jeunes préfèrent se diriger vers des créations sans investissement, mais aussi plus risquées, qui les amènent souvent à une rapide cessation d'activité.

Le gouvernement actuel a très bien compris et joue, comme le fait toujours la droite, les petits patrons contre les ouvriers. Par contre, ces commerçants et artisans, même s'ils ne font pas partie du service public, font vivre le tissu social. L'absence de certains professionnels (le boulanger étant peut être l'exemple le plus évident), peut créer de grandes difficultés aux habitants, surtout les moins mobiles (car démunis, âgés...), en particulier en milieu rural.

Les statistiques dont le gouvernement se félicite démontrent l'augmentation constante des créations d'entreprises. C'est vrai, mais les chômeurs créateurs sont aussi les premiers à grossir les statistiques des radiations, dont on se vante moins, de 2001 à 2004 celles-ci passent de 36 467 à 209 876 (Infogreffe 2005).

La solution n'est pas la baisse des cotisations sociales patronales, bien évidemment très demandée, mais une réforme de l'impôt sur les sociétés soutenant la création d'emploi, l'aide à la formation des nouveaux embauchés, et la relance de la consommation des ménages.

L'État doit inciter le milieu bancaire à jouer son rôle et à ne pas se contenter de financer des projets sans aucun risque, pour aider au démarrage et à l'accompagnement de nouvelles activités.

Les emplois d'utilité sociale :

TUC, CES, emplois jeunes, les socialistes se sont, depuis 1981, engagés dans la lutte contre le chômage en privilégiant (au-delà d'une politique économique s'appuyant sur la confiance, la croissance et le partage du travail) de nouveaux emplois dans le champs social, culturel, de service réservés aux jeunes et aux chômeurs de longues durées. Ces emplois aidés - par l'exonération des charges sociales et une participation financière directe de l'Etat et des collectivités locales - ont été constamment remis en cause par la Droite alors qu'ils ont

montré des résultats probants. Il faudra les reprendre mais de façon plus lisible car il existe, aujourd'hui, un véritable « maquis » des aides à l'emploi. Le fait d'exonérer les charges sociales est un signe négatif qui laisse croire que ces charges (forcément trop lourdes) freinent l'embauche et aggravent le chômage. Nous devons résolument faire évoluer les emplois « aidés » (qui renvoient à la société d'assistance) vers des emplois reconnus d'utilité sociale (qui renvoient, eux, à la société d'acteurs) ; emplois financés par l'argent public parce qu'ils remplissent un rôle utile à la société tout entière. Il existe dans le champ associatif, un grand nombre d'emplois qui pourront être créés ou pérennisés, parmi ceux-là, une piste doit être privilégiée celle des emplois de service à la personne.

Nous savons qu'au-delà de l'aide apportée à domicile aux personnes en perte d'autonomie, il manque trop souvent la permanence d'un lien entre ces personnes et leur environnement. Naguère dans la plupart des immeubles existait un gardien dont la tâche principale était la maintenance des lieux ; aujourd'hui, au-delà de ce rôle matériel, ils doivent assurer cette présence, ce lien humain et social en devenant en quelque sorte les « Gardes liens » des immeubles, des quartiers et des hameaux en zone rurale. Ils devront évidemment bénéficier d'un statut et d'une formation conforme à cette mission.

300 à 350 000 emplois pourront ainsi être créés ou consolidés, ouverts à des personnes seules ou en couple, à des jeunes pour une première expérience

professionnelle, à des seniors en reconversion. L'Etat et les collectivités territoriales participeront à leur financement puisqu'ils oeuvrent pleinement pour la santé et la sécurité des personnes.

### L'Argent

Entre la pauvreté qui se développe, le pouvoir d'achat qui se réduit, les prix que l'on casse et les revenus vertigineux de certains chefs d'entreprise, l'argent n'a plus de valeur et constitue la plus scandaleuse des inégalités.

Pour ceux qui est de la grande distribution, un seul mot d'ordre : la guerre des prix !

Nous voilà averti, cette guerre est la nôtre, chacun est concerné, nous sommes individuellement responsable et si la vie reste trop chère demain, nous n'aurons qu'à nous en prendre à nous-mêmes !

On apprend que les super-consommateurs que nous sommes – client de super-marché oblige – vont bientôt être muni d'un pistolet à afficher les prix (self-scanning, en anglais dans le texte) plus besoin de passer à la caisse...

Là encore on casse les prix (en limitant les charges salariales) mais ce seront les caissières qui devront se casser !

Jusqu'où va-t-on aller dans ce jeu de massacre ?

Bien sûr tout est pensé, présenté comme devant faire le bonheur du consommateur : c'est notre pouvoir d'achat que l'on veut préserver voire même améliorer.

C'est un piège, nous sommes rentré dans la société non plus du juste prix mais celle du prix le plus bas d'où la vogue des soldes et... des contrefaçons.

Ainsi le prix ne représente plus la valeur du produit mais une entité propre dont la seule vertu est d'être constamment à la baisse, c'est l'ère du mé-prix.

Mais la valeur (s'il y en a encore une) de l'objet que l'on achète dépend du capital investi et du travail pour le produire et le vendre, c'est tout aussi vrai pour la production agricole.

La casse des prix, c'est le mépris du travail

Prix bas, donc salaires bas, impôts bas, c'est la « logique » de la droite qui en fait ne se préoccupe pas de la France d'en bas mais organise la France du bas.

Pendant que d'autres profitent à satiété des richesses du monde et de la technologie. Cet écart qui se creuse, le cynisme et l'arrogance de ceux qui nous gouvernent est la principale cause du divorce – non pas entre les politiques et le peuple – mais entre les édiles et les citoyens.

### Répondre aux risques de la vie

Qu'elle concerne chaque individu ou la planète elle-même, la santé est la meilleure réponse aux risques personnels et collectifs.

Il est parfaitement établi que la santé, (longtemps considéré comme relevant de la seule constitution de chaque individu), trouve ses véritables racines dans la réalité sociale et environnementale. La carte des cancers recoupe celle de la

pauvreté et de la précarité, celle de l'alcoolisme et du suicide, connaît les mêmes déterminants, bref la santé est d'abord une question sociale.

Les progrès vertigineux de l'imagerie, de la biologie pour le diagnostic, des greffes des implantations cellulaires des nouvelles radiothérapies pour les traitements, le droit à l'accès pour tous à ces soins forcément coûteux, nous obligent à penser une véritable politique de l'offre en matière médicale.

Nous avons laissé, depuis des décennies, la démographie médicale (mais aussi celle des autres professions de santé) se dégrader alors qu'il était parfaitement possible de la prévoir et de prendre ces mesures nécessaires pour l'éviter, forcément inscrites dans le long terme.

En ce domaine (et cela est vrai pour beaucoup d'autres) le principe de prévision devrait être affirmé comme une obligation pour l'Etat et les pouvoirs publics qui retrouverait ainsi la grande idée planificatrice sur laquelle s'est fondée pendant longtemps la vision socialiste et que l'ont sûrement trop vite abandonnée en chemin.

Mais la prévision n'est rien sans la juste répartition des effectifs en fonction des besoins de la population. La gestion libérale d'une partie des professionnels est parfaitement inopérante de ce point de vue. Il faudra mettre les professionnels face à leurs responsabilités pour l'accomplissement de leur mission de santé publique. La négociation devra dynamiser les relations entre les différentes structures de soins (hôpitaux, établissements privés) et l'exercice libéral, entre le médical et le para médical ; elle devra assurer à l'ensemble de ces professionnels

une rémunération correspondante à leurs compétences (parfois extrêmement pointus), leurs responsabilités de plus en plus sollicitées, aux difficultés spécifiques de leur travail notamment sur le plan relationnel et humain et au temps consacré.

Dans ce cadre général, la psychiatrie, la gériatrie et la recherche (pharmaceutique, technologique et innovante mais aussi psychologique et préventive) devront être considérées comme prioritaire. Parce que l'Etat assure gratuitement la formation, souvent très longue, de ces professionnels, il doit pouvoir en contre-partie exiger une juste répartition de l'offre de santé de façon à stopper l'évolution de notre politique de soins vers la médecine à deux vitesses tant sur le plan social que territorial.

Ce qui est vrai pour les personnes l'est de la même façon pour notre environnement et pour la planète : l'écologie est à la terre ce que la santé est aux personnes et on sait bien les relations fortes entre les deux puisque lorsque l'atmosphère est polluée ce sont les hommes qui en paient les conséquences.

La consommation d'énergie qui augmente avec la croissance mondiale est la principale source de pollution qui menace l'équilibre planétaire. On ne peut dissocier écologie et politique énergétique. Comment les instances internationales pourront elles imposer à des pays émergents ou à ceux qui souffrent tant d'une misère endémique une restriction de leur consommation énergétique alors que les pays riches en restent toujours les premiers consommateurs. Nous sommes face à un défi technologique majeur.

Peut-on développer une énergie renouvelable ?

Peut-on construire une voiture propre ?

Lorsqu'ils en ont la volonté, les hommes savent répondre à ce type de défi, ils ont su aller sur la lune, rien ne devrait empêcher qu'ils puissent faire correspondre demain croissance avec maîtrise de la pollution.

Là encore les principes de prévision, de prévention et de précaution doivent guider l'action publique. L'action internationale se heurte à des intérêts contradictoires qui mettent en lumière de façon éclatante les inégalités abyssales des différents pays qui composent notre monde. Comment parler de santé individuelle, collective ou planétaire alors que dans notre siècle règne encore la famine et des endémies (le sida bien sûr mais bien d'autres encore) qui chaque jour tue des milliers d'êtres humains. La politique alimentaire et celle de l'eau sont partie prenante de toute politique de santé et d'écologie, y compris dans notre pays, qui s'il ne connaît pas heureusement la famine voit chaque hiver des milliers de concitoyens, de plus en plus nombreux, faire appel aux restaurants du cœur.

Seule une vision d'ensemble de ces problèmes permettra d'ouvrir une perspective durable et de justice ; au niveau national, nous proposons que soit regroupé dans un ministère unique l'agriculture, la santé, l'écologie.

### **3) Europe et Monde**

La question européenne nous a, à l'évidence, divisée et la campagne référendaire sur le traité constitutionnel européen a manifesté publiquement cette division.

Pour autant, les socialistes ont-ils une vision différente voire opposée de l'Europe à construire ?

N'étions-nous pas réunis, il y a un an, pour réclamer maintenant l'Europe sociale ?

N'avons-nous pas été unanime lors de notre convention sur l'Europe pour préciser nos exigences en matière de constitution européenne ?

Pendant la campagne référendaire, lorsque les leaders du OUI insistaient, en notre nom, sur la nécessité des coopérations renforcées entre différents pays – prêts à construire une véritable intégration politique, économique, sociale, fiscale et militaire entre eux - tandis que certains partisans du NON souhaitaient, de leur côté, l'Europe des cercles « concentriques », n'était ce pas, en fait, la même idée d'une intégration politique, économique et social différenciée au sein de l'Union européenne qui était défendue par les uns et par les autres.

L'Europe que nous voulons tous construire est bien l'Europe sociale. Le débat sur le traité constitutionnel a montré l'importance qu'attachaient les militants socialistes et ceux de la Gauche à la position défendue par la Confédération européenne des Syndicats et l'ensemble des syndicats européens exprimant, par là, qu'il était illusoire de vouloir construire l'Europe sociale en dehors des forces

syndicales intervenantes en Europe. C'est pourquoi, nous sommes favorable à la tenue des Etats Généraux de la Gauche Européenne permettant un échange de fond entre les formations politiques, syndicales et aussi associatives pour définir le contenu de la politique sociale au niveau européen. Ces Etats Généraux que certains d'entre nous ont proposés -il y a plus de dix ans déjà - pourraient être une initiative portée, entre autre, par le Parti Socialiste Européen.

Mais cette exigence de l'Europe sociale qui suppose l'harmonisation des politiques fiscales et sociales des différents pays européens ne peut s'exonérer d'une position sur les frontières de l'Europe. L'Europe que nous voulons n'est pas celle d'un espace politique construit sur un fondement confessionnel ; il n'a rien d'hasardeux à ce que parmi les plus farouches opposant à l'entrée de la TURQUIE se trouvent ceux qui ont défendues les références chrétiennes à la construction de l'Europe. L'entrée de la TURQUIE ne pose pas, seulement, des questions géopolitiques et sociales mais bien plus encore une question identitaire sur la nature de l'union européenne elle-même. Proposer à la seule TURQUIE un statut de « pays associé » alors qu'on ne l'a fait pour aucun autre pays ne peut qu'apparaître que discriminant et donc de nature à conduire à l'échec. Mais en même temps, admettre déjà comme acquis l'entrée de la TURQUIE ne répond pas aux exigences d'intégrations sociales nécessaires à l'évolution de l'Europe. Cette question ne peut donc être abordée que dans la mesure où l'on précise au préalable que l'Europe de demain sera construite sur la base d'un niveau d'intégration différencié entre les pays de l'union. Il ne s'agit pas là

d'une vision statique mais évolutive qui tiendra compte au cours des décennies des progrès politiques économiques et sociaux réalisés dans les différents pays.

Au-delà de la TURQUIE, se pose, dès aujourd'hui, la question des liens de l'Europe à avec les pays du bassin méditerranéen et principalement ceux du Maghreb. La coopération privilégiée Europe/Maghreb comme France/Algérie est pour nous nécessaire à la paix et au progrès que les socialistes veulent contribuer à construire.

Ces questions identitaires expliquent, sans les justifier, l'état de grandes tensions que connaît notre Monde aujourd'hui avec des conflits armés qui se multiplient sur tous les territoires géographiques hors l'Amérique du Nord et l'Europe (mais Srebrenica n'est pas si loin de nous) et surtout le terrorisme qui vise à mettre en cause le modèle politique et démocratique que nous défendons, non pas, parce qu'il le nôtre mais parce qu'il serait universel. La famine, la souffrance, l'injustice, les inégalités intolérables provoquent la colère et la révolte, mais le sentiment d'humiliation, lui, porte la vengeance comme la nuée porte l'orage. C'est bien dans ce sentiment-là que sont recrutés les fanatiques d'AL QAIDA qui sont en guerre non pas pour défendre leurs biens, leurs territoires mais pour faire payer à la civilisation qu'ils nomment « occidentale » ce qu'elle prétend imposer à leur propre civilisation. Il n'y a pas d'issue dans la guerre de civilisation –qu'en faites ils recherchent pour conforter leur thèse - mais dans le dépassement des approches civilisationnelles autour de valeurs communes à

chaque être humain et à chaque société : le respect, la justice, le refus de la violence.

## **II) Notre stratégie – notre Parti**

### **A) notre stratégie**

#### **1) Fixer une orientation de gauche pour rassembler la gauche**

L'objet de notre congrès est bien de fixer les grandes lignes du projet socialiste pour les temps à venir dont l'échéance ne se limitera pas aux cinq années qui suivront les élections présidentielles et législatives de 2007. Il s'agit bien pour les socialistes, après Epinay, la victoire de François Mitterrand en 1981, après celle de Lionel Jospin en 1997 d'ouvrir l'horizon sans rien renier des valeurs qui fondent le socialisme et la gauche depuis le début du 20<sup>ème</sup> siècle.

De notre point de vue il n'y a de projet que dans une vision et un contenu.

La vision est nécessaire pour montrer le chemin, pour faire adhérer nos concitoyens à des valeurs mobilisatrices, pour anticiper les questionnements à venir mais une vision sans contenu est un discours sans prise sur les réalités, et incapable de porter des réponses concrètes aux difficultés vécues par nos concitoyens. Si la Gauche est majoritaire, il faudra un contenu pour engager l'action gouvernementale, celle du parlement et au-delà de la société civile elle-même. Dans cette période de vacuité présidentielle que cherche à masquer une

politique gouvernementale très dure sur le plan social, arrogante et inapproprié au plan sociétal, les Français attendent un projet capable d'éclairer l'avenir tout en agissant sur leur quotidien.

Dans une dynamique de rassemblement, les socialistes devront à partir de leur projet construire avec leurs partenaires un programme présidentiel et législatif respectant un agenda précis, permettant à la Gauche de gagner les élections.

## **2) Ouvrir le débat**

En 1970, le Parti socialiste s'est reconstitué sur la stratégie de l'union de la Gauche et avec comme partenaire principal, le Parti Communiste français. A l'époque, ce parti « révolutionnaire » défendait la dictature du prolétariat dans une situation internationale caractérisée par la bipolarisation Est/Ouest. Alors que le PC rassemblait plus de 20 % de l'électorat, le Parti socialiste n'a perdu ni son âme, ni son indépendance par cette union. Aujourd'hui, il s'agit de faire une offre à toute la Gauche sans exclusive et de construire, ensemble, la Gauche de l'alternance ; Viendra qui veut, dès lors que les socialistes sauront clairement où ils veulent aller !

Au-delà de la querelle sémantique contestable entre alternance et alternative –puisque ces deux mots ont le même sens et la même racine- il reste clair que pour mettre en œuvre une politique alternative, il faut d'abord gagner l'alternance politique. La seule question qui vaille est celle du contenu du programme que nous soumettrons aux électeurs. Les socialistes sauront être la

force de propositions dans laquelle les militants et les citoyens de gauche se reconnaîtront.

## **B) Pour un parti en avance**

Notre Parti doit non seulement répondre à la crise de confiance politique que traverse notre pays, à la désespérance sociale, il doit être aussi en capacité de tracer les chemins du Futur c'est-à-dire être en avance pour anticiper ce que seront les grandes questions de la France, de l'Europe et du Monde dans les décennies à venir.

Seul un Parti militant et ouvert à toutes les composantes sociales et sociétales de notre pays sera en capacité de répondre à ce défi.

Aujourd'hui, notre pratique militante est trop centrée sur la préparation des échéances électorales à venir et donc sur la désignation des candidats, elle a progressivement perdu le goût du débat d'idées dans le respect des positions parfois contradictoires qui s'expriment et elle s'est isolée de son environnement politique, syndical et associatif. Si nos élus(es) nationaux et locaux restent les premiers représentants de notre volonté politique et de nos valeurs, il manque à la direction du Parti au niveau national comme au niveau des fédérations la base militante pour traduire avec une totale pertinence les attentes de nos concitoyens dans son projet politique.

Ouvrir le Parti à de nouveaux adhérents doit rester prioritaire, mais ces nouveaux adhérents ne viendront que s'ils trouvent un Parti vraiment accueillant, s'intéressant aux problèmes qu'ils vivent dans la diversité de leur situation. Pour répondre aux nécessaires encrages du Parti dans la société française, nous proposons de dynamiser le Comité Economique, social et culturel du Parti. Cette structure ouverte sur les acteurs de la cité doit devenir le lieu d'élaboration privilégiée de l'analyse de la société et de son évolution. La Direction du Parti pourra se référer aux études et avis du CESC pour orienter sa politique. Le CESC, ainsi repensé, serait l'instance rassemblant les forces vives de notre Parti, libérées des contraintes de la gestion du politique au quotidien.

Au niveau régional, des instances équivalentes pourront être mises en place de façon à resserrer les liens entre le Parti et la société civile.

Un « Parti en avance » n'est pas un Parti coupé de la société et du peuple, c'est un Parti qui assume pleinement son rôle pédagogique et mobilisateur celui que les socialistes, depuis leur congrès fondateur en 1905, ont inscrit dans leur démarche politique.

FIN